

Résistance à l'extériorité et populisme dans la pensée politique argentine. L'exemple de la Gauche nationale.

Erwan Sommerer

▶ **To cite this version:**

Erwan Sommerer. Résistance à l'extériorité et populisme dans la pensée politique argentine. L'exemple de la Gauche nationale.. Pandora : Revue d'études hispaniques, 2008, 8, pp.171-186. halshs-00465565

HAL Id: halshs-00465565
https://shs.hal.science/halshs-00465565

Submitted on 22 Mar 2010

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Résistance à l'extériorité et populisme dans la pensée politique argentine
L'exemple de la Gauche nationale

Erwan SOMMERER

CREDAL – Institut des Hautes Etudes de l'Amérique Latine (Paris III)

RÉSUMÉ

Dans cet article, nous souhaitons illustrer l'idée que ce que nous appelons la résistance à l'extériorité, c'est-à-dire aux modèles politico-économiques étrangers et à ceux qui s'en font les promoteurs sur le territoire national, est constitutive d'un certain nombre de courants de la pensée politique latino-américaine. Cette résistance se présente le plus souvent sous une forme nationaliste, anticolonialiste et anti-impérialiste, et elle acquiert volontiers une dimension populiste. A travers l'exemple du courant intellectuel argentin appelé la Gauche nationale, nous allons montrer la façon dont peuvent être articulés ces divers éléments, tout en étudiant les impasses auxquelles peut mener la construction d'une identité basée sur le rejet des influences occidentales.

ABSTRACT

In this article, we wish to illustrate the idea that what we call resistance to the exteriority, i.e. to foreign politico-economic models and those who are their promoters on the national territory, is constitutive of an important part of Latin-American political thought. This resistance generally arises in a nationalist, anti-colonialist and anti-imperialist form, and it often acquires a populist dimension. Through the example of the Argentinean intellectual movement called the National Left, we will show the way in which these various elements can be articulated, while studying the impasse to which the construction of an identity based on the rejection of the Western influences can lead.

Plusieurs courants de la pensée politique latino-américaine, depuis l'aprisme de Haya de la Torre ou le socialisme de Mariátegui au Pérou jusqu'au discours indigéniste de Morales en Bolivie, ont été élaborés à partir d'une problématique de rejet de la transposition rigide des modèles occidentaux sur le continent. Cette problématique est souvent abordée en termes de nationalisme, de souverainisme et de défense d'une identité locale contre ce qui est présenté comme une menace colonialiste ou impérialiste. Le degré de rejet peut varier, et intégrer une dimension syncrétique comprise comme le choix d'adapter les idées étrangères aux nécessités et aux réalités

de l'Amérique latine. Mais au-delà de ces variations, nous pouvons constater le caractère récurrent de certains éléments tels que l'appel à la nationalisation des richesses nationales et la localisation d'une catégorie de la population étiquetée péjorativement comme « importatrice ». Si cela s'applique bien à la Bolivie d'Evo Morales[1], nous aimerions montrer ici que ce type de discours ou de pratiques partisanes peut être repéré à plusieurs reprises dans l'histoire latino-américaine, dans des pays disposant de cultures et d'habitudes politiques différentes. Ainsi, il existerait une forme de résistance à l'extériorité, c'est-à-dire aux modèles étrangers et à ceux qui s'en font les promoteurs sur le territoire national, constitutive d'un certain nombre de courants de la pensée politique du continent. Cette résistance se présente sous une forme nationaliste, anticolonialiste et anti-impérialiste, et elle acquiert volontiers une dimension populiste. A travers l'exemple du courant intellectuel argentin appelé la Gauche nationale, nous allons montrer la façon dont peuvent être assemblées ces composantes.

Nous émettons l'hypothèse que la réticence face aux idées d'importation procède assez logiquement de la recherche d'une identité nationale à opposer à l'extérieur, et que cela conduit facilement à placer cette attente identitaire dans le peuple, érigé en détenteur exclusif de la « réalité nationale ». C'est en tout cas ce que nous souhaitons démontrer par l'étude de la Gauche nationale, qui a traversé l'histoire argentine depuis le début du 20e siècle et a trouvé dans le péronisme un aboutissement ambigu et complexe. Pour cela, nous commencerons par étudier la pensée de Manuel Ugarte, précurseur de ce courant. Puis nous verrons comment, dans les années 30, au cours de la période surnommée la *década infame*, le nationalisme de gauche a été reformulé sur une base populiste. Enfin, nous discuterons son incorporation paradoxale au mouvement péroniste. Le fil conducteur de cette analyse sera cette notion de résistance à l'extériorité dans laquelle nous percevons un questionnement crucial de la pensée latino-américaine. Les revendications indépendantistes ou anticolonialistes y concernent tout autant les domaines politiques, économiques et culturels. Or, cela implique qu'il soit possible en Amérique latine de résister à l'Occident, à son influence politique et à celle de ses idées. Donc cela impose de formuler une alternative qui soit valide sur ces deux plans. Pour cela, le peuple – tel qu'il peut-être délimité et placé au cœur du discours partisan – est un instrument privilégié. En Bolivie depuis l'élection de Morales, cette délimitation recoupe l'indigénisme, présenté comme un substitut légitime aux influences extérieures. En Argentine, nous allons voir que le rôle prévu pour le peuple par les théoriciens de la Gauche nationale a été tout aussi important, et source de multiples apories intellectuelles et impasses partisanes.

[1] Sur le rejet des modèles occidentaux, cf. R. Fregosi, *Altérité et mondialisation. La voie latino-américaine*, Paris, Ellipses, 2006, p. 43-58. Sur la Bolivie, cf. C. Casen, « Système de partis et partis antisystèmes en Bolivie : émergence du MIP et du MAS sur la scène politique bolivienne depuis 2000 », dans *Cahiers des Amériques Latines*, n° 46, 2004, p. 63-72 ; Cf. aussi notre propre étude : E. Sommerer, « Paroles du président, parole(s) du peuple. Aspects souverainistes et populistes du discours d'Evo Morales », dans D. Rolland et J. Chassin (dir.), *Pour comprendre la Bolivie d'Evo Morales*, Paris, l'Harmattan, 2007.

MANUEL UGARTE (1875-1951) : UN PRÉCURSEUR

L'un des principaux précurseurs du courant de pensée qui nous intéresse fut l'écrivain et militant socialiste Manuel Ugarte. Né en 1875, il appartient à une génération antérieure à celle des intellectuels et essayistes qui ont posé les bases de ce qui a été appelé ensuite la Gauche nationale. Ce décalage, comme nous allons tâcher de le démontrer, a son importance. En effet, les idées politiques qu'il a formulées ne peuvent être tout à fait assimilées à celles de ceux qui, quelques années plus tard, se sont réclamés de son héritage. Parce qu'il a écrit dans l'Argentine du début du 20e siècle, et qu'il a vécu en Europe et au Chili pendant la majeure partie des années 30 à 40[2], il a produit une œuvre où, dans une large mesure, une absence se fait sentir : le peuple argentin n'est pensé dans ses textes que de façon abstraite, presque à la marge. En conséquence, ses écrits sont étrangers à toute forme de populisme, alors qu'il s'agit, selon nous, de l'une des caractéristiques les plus importantes de ce qui constitue le nationalisme de gauche qui naît lors de la *década infame*. Par contre, il fut bien l'un des théoriciens précoces de la résistance à l'extériorité et aux modèles importés qui donne son impulsion à ce courant. A cause de ses positions atypiques, Ugarte fut un membre controversé du Parti Socialiste argentin fondé en 1896 par Juan B. Justo. Attaqué à plusieurs reprises dans l'organe du parti, *La Vanguardia*, il fut au cœur de plusieurs polémiques et ne parvint jamais à faire admettre ses idées et à imposer sa vision nationaliste des luttes sociales[3].

Ce nationalisme s'exprime d'abord dans son insistance sur la nécessaire adaptation des doctrines transnationales aux spécificités des contextes dans lesquelles elles sont diffusées. A l'encontre d'un socialisme souvent perçu comme une recette universelle dont la validité et les modalités de mise en œuvre sont supposées être partout les mêmes, Ugarte prône pour sa part l'élaboration de variantes locales qui tiennent compte des particularités de chaque Nation. Présent aux Congrès de la IIe Internationale à Amsterdam en 1904 et à Stuttgart en 1907, il mesure la distance qui sépare les préoccupations des pays européens industrialisés et celles de ceux qui s'enferment, comme l'Argentine de l'époque, dans un modèle agro-exportateur. De ce modèle découle, selon lui, une subordination à la fois culturelle et économique. Pour cette raison, il prône un socialisme attentif à la « réalité nationale » et à la position internationale de chaque pays. Mais ce n'est pas seulement dans un but pragmatique. En effet, son attachement à la contextualisation des idées et sa méfiance envers l'importation des doctrines étrangères s'accompagnent d'une défense de la Nation en tant que telle. Ugarte se déclare nationaliste au sein d'une famille politique pour laquelle l'internationalisme demeure un principe fondateur. La Nation est pour lui le seul cadre propice à la lutte politique

[2] Ses idées n'ayant jamais rencontré de succès dans son pays, Manuel Ugarte a vécu en Europe, et notamment en Espagne et en France (à Nice) de janvier 1919 à mai 1935, puis au Chili à partir de février 1939. Sept ans plus tard, il rentre en Argentine à la faveur de la victoire de Juan Perón à l'élection présidentielle. Il meurt à Nice, où il est finalement retourné, en décembre 1951.

[3] N. Galasso, *Manuel Ugarte, Un Argentino Maldito*, Buenos Aires, Ediciones del PN, 1985.

et constitue le lieu d'expression et de réalisation privilégié du socialisme. Surtout, cette réalisation lui apparaît impossible sans une réflexion approfondie sur les rapports de force établis sur la scène internationale. Il considère que la première étape dans la défense de la classe ouvrière est l'indépendance de la Nation vis-à-vis des influences économiques extérieures. Une position subalterne dans les rapports internationaux fait de la Nation une sorte de prolétaire dans la lutte des classes qui se déroule à l'échelle mondiale[4]. Ainsi, les ouvriers argentins ne peuvent être soutenus qu'à travers la défense prioritaire de la souveraineté argentine.

Dans cette optique, il cherche à démontrer la convergence logique entre patriotisme et socialisme. L'abolition des frontières, ainsi que des différences nationales, ne sont à ses yeux qu'un horizon lointain auquel doit être soumis l'impératif d'émancipation nationale. Rien ne sert, dit-il, de vouloir libérer une population sur le plan interne si on lui impose, depuis l'extérieur, des manières de vivre qui ne correspondent ni à ses aspirations profondes, ni à son histoire particulière. De même, c'est également impossible si la Nation tout entière est elle-même asservie par une autre[5]. Les spécificités nationales ne sont donc pas qu'une donnée que devraient intégrer les socialistes par souci stratégique. Chez Ugarte, elles sont valorisées car leur préservation face aux menaces extérieures, qu'elles soient économiques ou culturelles, autorise la poursuite d'un projet émancipateur. Dès lors, le Parti Socialiste argentin ne doit pas simplement s'adapter à la « réalité nationale », mais il doit en plus s'en faire le promoteur et considérer cela comme un mode de concrétisation de ses objectifs. Le patriotisme défini par Ugarte est en quelque sorte un vecteur nécessaire du projet socialiste. Dans un article publié en juillet 1908 dans *La Vanguardia*, qui lui attire l'hostilité du parti, il écrit ainsi : « Devons nous être antipatriotes ? Pour ma part, je crois que non ». Puis il ajoute:

> Je suis, moi aussi, l'ennemi du patriotisme brutal et égoïste qui traîne les multitudes aux frontières pour que tombent sous leur joug d'autres peuples et pour que s'étendent des dominations injustes à l'ombre d'une bannière ensanglantée [...]. Mais il y a un autre patriotisme supérieur, plus conforme aux idées modernes et à la conscience contemporaine. C'est le patriotisme par lequel nous défendons, contre les interventions étrangères, l'autonomie de la ville, de la province, de l'Etat, notre propre liberté d'action et le droit de vivre et de nous gouverner du mieux qu'il nous semble [...]. Le socialisme

[4] « Entre les nations existe aussi ce qu'on pourrait appeler un prolétariat. Pour le comprendre, il suffit de se souvenir du cas de la Pologne, démembrée par les appétits des grandes puissances [...]. Ainsi, tout comme il existe, dans la vie nationale, des classes qui possèdent les moyens de production, il existe dans la vie internationale des nations qui brandissent des moyens de domination, c'est-à-dire la force économique et militaire qui passe avant le droit et fait de nous des vassaux ». (M. Ugarte, « Causas y consecuencias de la Revolución Americana », conférence à Barcelone en mai 1910, dans M. Ugarte, *La Nación Latinoamericana*, Buenos Aires, Biblioteca Ayacucho, 1978, p. 11).

[5] Ainsi peut-il affirmer : « La liberté d'un peuple qui respire avec des poumons d'emprunt et se nourrit de saveurs étrangères n'est qu'une liberté factice ». (M. Ugarte, *El Porvenir de la América latina*, Valencia, F. Sempere y Compañía Editores, 1910, p. 153).

> et la patrie ne sont pas ennemis, si nous entendons par patrie le droit qu'ont tous les groupes sociaux de vivre à leur manière et de décider de leur sort.[6]

On le voit, il justifie le patriotisme par l'idée d'autonomie. La résistance à l'extériorité, dans ce cas, correspond à une résistance à l'aliénation. Ce qui provient de l'extérieur doit être adapté sous peine d'entraver l'indépendance économique ou d'altérer l'identité de la Nation. Mais contre qui faut-il la défendre ? On ne peut comprendre la pensée de Manuel Ugarte que si l'on tient compte de l'articulation de son nationalisme avec l'idée d'une unification du continent latino-américain. En effet, ce que nous pourrions localiser dans sa pensée comme l'« extérieur » ne correspond pas aux frontières de l'Argentine. Si celle-ci est bien le cadre naturel d'intervention du projet socialiste, elle ne peut être tout à fait considérée comme une Nation à part entière, ou alors seulement de façon temporaire. Autrement dit, les différences qui séparent les pays d'Amérique latine sont trop faibles pour justifier le morcellement du continent[7]. La Nation latino-américaine est en fait, à terme, la seule légitime pour Manuel Ugarte. Et la menace extérieure, qu'il désigne dans ses deux principaux livres politiques que sont *El Porvenir de la América Latina* (1910) et *El Destino de un Continente* (1923), est celle de l'« impérialisme » américain. Les Etats-Unis, en effet, ont une place paradoxale dans son œuvre. Leur stratégie économique et diplomatique en fait une menace, mais leur puissance est aussi celle d'une Nation qui a su transcender ses clivages internes et montrer la voie aux pays latino-américains, qui se sont révélés incapables de faire de même[8].

Suivre l'exemple américain et déterminer les modalités d'une unification continentale est le thème charnière de son œuvre. Il ne défend pas tant l'identité argentine que celle de la totalité des Nations sud-américaines dont il prône la préservation en tant qu'ensemble cohérent disposant d'un substrat culturel commun. Son patriotisme « local » est donc débordé par la projection d'une Nation érigée à l'échelle du continent[9]. Et lorsqu'il affirme que « la frontière du Mexique est donc, plus qu'une convention politique, une limite entre deux civilisations »[10], il postule l'unité identitaire de l'Amérique latine et

---

[6] M. Ugarte, « Socialismo y Patria », dans *La Vanguardia*, 2 juillet 1908. Reproduit dans M. Ugarte, *La Nación Latinoamericana*, *op. cit.,* p. 198.

[7] « D'un point de vue moral nous formons un bloc incontestable. Quel différence y-a-t-il entre la littérature chilienne et uruguayenne, entre celle du Venezuela et du Pérou ? Avec de légères nuances, on remarque un seul esprit du Nord au Sud. En ce qui concerne les institutions, n'avons-nous pas tous adopté la république […] ? Est-ce que nos héros ne nous sont pas communs dans de nombreux cas ? ». (M. Ugarte, *El Porvenir de la América latina, op., cit*., p. 192-193).

[8] Cf. N. Miller, *In the Shadow of the State. Intellectuals and the Quest for National Identity in Twentieth-century Spanish America*, London, Verso, 1999, p. 184-190 ; A. L. McPherson, *Anti-Americanism in Latin America and the Caribbean*, Oxford, Berghahn books, 2006, p. 15-16.

[9] « Je ne crois pas dans la splendeur finale, dans le triomphe complet d'une nationalité argentine détachée des nations sœurs d'Amérique et du sort des nations voisines […]. La force, l'avenir et la victoire dépendent, au contraire, d'une alliance franche et d'une collaboration de l'Amérique rénovée depuis l'extrême Sud jusqu'à l'Amérique autochtone du Nord […]. La formidable poussée de la nationalité victorieuse doit s'affirmer sur des bases solidement argentines et amplement continentales ». (M. Ugarte, *El Destino de un continente*, Madrid Editorial Mundo Latino, 1923, p. 318).

[10] M. Ugarte, *El Porvenir de la América latina*, *op. cit.,* p. 90.

déclare ses intérêts incompatibles avec ceux des Etats-Unis. On trouve ici une constante dans ce courant de la pensée politique argentine et latino-américaine : le refus de l'extériorité se justifie parce qu'il existe quelque chose à préserver, voire à redécouvrir en deçà des influences étrangères. Ou, plutôt, pour le formuler autrement, le rejet des idées d'importation accompagne la recherche d'une identité endogène susceptible de servir de substitut aux modèles européens et de contrer ce qui est défini comme l'impérialisme anglo-saxon. La particularité de la démarche d'Ugarte tient à ce qu'il a voulu en priorité mener cette recherche à l'échelle du continent, dont les spécificités nationales argentines n'étaient pour lui qu'une déclinaison contingente. Plus tard, dans les années 30, ceux qui ont vu en lui un précurseur se sont recentrés sur l'Argentine au détriment du projet continental, qui est passé au second plan. Cela impliquait de trouver une identité nationale plus restreinte. Pour cela, comme nous allons le montrer maintenant, ils ont fait appel au peuple, c'est-à-dire à l'acteur politique qui émerge alors dans le pays.

LE NATIONALISME POPULISTE DE LA FORJA

La *década infame* (1930-1943) est une période pendant laquelle l'Argentine connaît des bouleversements de nature économique et sociale. La crise de 1929 a durement touché le pays et révélé les limites du modèle agro-exportateur. Le chômage et l'exode rural contribuent à l'apparition d'une population urbaine aux conditions de vie précaires, tandis qu'une amorce d'industrialisation favorise l'émergence des ouvriers. Sans oublier enfin que l'immigration en provenance d'Europe, que les élites ont favorisée depuis la fin du 19e siècle, débouche sur une explosion démographique qui démultiplie le corps électoral. Face à cela, les dirigeants issus de l'oligarchie traditionnelle mettent en place un régime représentatif imparfait et ouvertement frauduleux visant à empêcher ou contrôler l'expression politique de ces nouvelles catégories. Dans ce contexte favorable à l'apparition de revendications démocratiques et sociales, un certain nombre d'intellectuels et de militants remettent en cause non seulement les liens de dépendance de leur pays envers le Royaume-Uni, dont la présence économique est alors très forte, mais s'interrogent également sur l'identité argentine et sur sa relation à ses racines européennes. La question des influences culturelles est au cœur de leurs réflexions, à une époque où les idées politiques en provenance d'Europe, et plus particulièrement le fascisme, ont un écho croissant. Le nationalisme populiste qui émerge marque donc la rencontre entre ces trois éléments : l'insatisfaction démocratique, la perception de la dépendance économique et la recherche de l'« argentinité » dans un pays fortement acculturé.

L'un des chefs de file de ces intellectuels est Raul Scalabrini Ortiz (1898-1959), auteur en 1931 d'un classique de la littérature argentine, intitulé *El hombre que está solo y espera*, mais également connu en tant qu'économiste. Pendant les années 30, en effet, il dénonce à de multiples reprises ce qu'il estime être le statut subordonné et

semi-colonial de l'Argentine face aux Royaume-Uni et ses investissements locaux. Son intérêt se porte surtout sur la question du chemin de fer argentin, alors détenu par les Anglais, et dont il fait le symbole de la dépendance économique de la Nation. Ainsi, dans ses deux livres clés, *Política británica en el Río de la Plata* (1940) et *Historia de los Ferrocarriles Argentinos* (1940)[11], il essaye d'établir un lien entre la dépossession de souveraineté dont serait victime la Nation argentine à travers l'absence de contrôle sur le transport des marchandises, et son statut de pays « dominé » sur la scène internationale. Non seulement l'Argentine n'aurait pas la maîtrise de son territoire, mais cette situation serait pour le Royaume-Uni le moyen de la maintenir à un niveau de sous-développement. Comme chez Manuel Ugarte, les mots d'ordre sont ici l'industrialisation, la nationalisation des infrastructures et le protectionnisme économique, le tout étant inscrit dans une logique anti-impérialiste. En 1939, lorsqu'il lance sa propre revue *Reconquista*, Scalabrini Ortiz explique :

> Nous sommes profondément démocrates. Nous pensons que la multitude argentine détient le secret d'une nouvelle fermentation de l'esprit et notre devoir est de l'encourager [...]. Mais être démocrate ne signifie pas être idiot et nous n'allons donc pas laisser les compagnies britanniques nous exploiter.[12]

Ce faisant, il défend l'idée d'un rapport entre l'expression de la souveraineté du peuple, la quête identitaire et la résistance à la domination d'une puissance étrangère. Et ce n'est pas seulement sur le plan économique, mais aussi culturel, que la Nation doit faire l'objet d'une réappropriation :

> Nos globules rouges parlent des langues différentes et portent la trace de traditions éloignées. Notre plus grande tristesse vient de ce que nous ne savons pas qui nous sommes. Nous parlons en espagnol, nous agissons en anglais, nous goûtons en français, nous aimons en russe, nous nous passionnons en italien [...]. Nous vivons d'emprunts, accablés de préceptes esthétiques et éthiques étrangers. Il ne nous a été permis que récemment de savoir que le printemps nous venait en septembre et non pas en avril.[13]

L'influence de Scalabrini Ortiz est particulièrement forte sur la formation en juin 1935 de la *Fuerza de Orientación Radical de la Joven Argentina* (FORJA), qui est à l'origine un groupe de militants de l'Union Civique Radicale (UCR)[14] décidé à s'opposer aux pra-

---

[11] R. Scalabrini Ortiz, *Historia de los ferrocarriles argentinos*, Buenos Aires, Editorial devenir, 1958 ; R. Scalabrini Ortiz, *Política británica en el Rio de la Plata*, Buenos Aires, Editorial Plus Ultra, 1986. Sur son analyse du chemin de fer argentin, cf. aussi R. Scalabrini Ortiz, « Los ferrocarriles : función primordial de la independencia nacional », conférence à La Plata (1937), reproduit dans A. Jauretche, *FORJA y la década infame*, Buenos Aires, A. Peña Lillo, 1974, p. 101-109.

[12] R. Scalabrini Ortiz, « Editorial », dans, *Reconquista*, n°1, 15 novembre 1939.

[13] R. Scalabrini Ortiz, dans N. Galasso, *Raúl Scalabrini Ortiz y la Lucha contra la dominación inglesa*, Buenos Aires, Ediciones del PN, 1985, p. 16.

[14] L'Union Civique Radicale est un parti fondé en juin 1891, et dont l'une des principales revendications est l'instauration du suffrage universel. En avril 1916, après avoir obtenu partiellement satisfaction, son leader Hipólito Yrigoyen remporte l'élection présidentielle. En septembre 1930, alors qu'il a entamé depuis 1928 un second mandat, il est

tiques de la *década infame* dans une optique anti-impérialiste. Se réclamant de Manuel Ugarte – qui n'a pas de contact direct avec eux – et mené par Arturo Jauretche[15], ils élaborent une forme inédite de nationalisme où s'entremêlent les appels à la justice sociale, à la souveraineté populaire et à l'indépendance identitaire et économique de la Nation. Le peuple est l'acteur privilégié de leur discours, et leur slogan est « nous sommes une Argentine coloniale, nous voulons une Argentine libre ». Ils analysent la situation de leur pays en termes de dépendance vis-à-vis de l'impérialisme anglais, et considèrent que le « destin » de la Nation argentine est bloqué par la mainmise des capitaux étrangers sur l'économie. Surtout, ce qu'ils estiment être la destinée de leur pays, donc une voie argentine vers le développement et l'opulence, passe par l'expression du peuple, donc la restitution de sa souveraineté. Le peuple, dans ce cadre, possède un statut particulier : l'anti-impérialisme des forjistes, leur rejet de l'influence anglo-saxonne et leur description de l'Argentine comme un pays « colonial » s'appuie avant tout sur l'idée que l'identité nationale ne peut être formulée que par les catégories sociales les plus nombreuses et les plus défavorisées. Si l'on peut qualifier leur démarche de populiste, c'est parce qu'ils donnent au peuple un pouvoir d'énonciation identitaire exclusif et en font donc le détenteur d'une essence nationale fixe que le rejet de l'extériorité permet de dévoiler. On retrouve cela dans leur manifeste inaugural, qui affirme notamment :

> Le processus historique argentin en particulier, et américain en général, révèle l'existence d'une lutte permanente du peuple pour la réappropriation de sa souveraineté et la réalisation des fins émancipatrices de la Révolution américaine, contre les oligarchies qui sont les agents de l'impérialisme dans sa pénétration économique, politique et culturelle, et qui s'opposent à l'accomplissement total des destins de l'Amérique.[16]

Ainsi, résister à l'impérialisme étranger passe nécessairement par l'expression de la souveraineté populaire. Celle-ci est en effet le seul mode d'accès au substitut identitaire qui pourra combler le vide ouvert par le rejet des influences étrangères. Tant d'un point de vue économique que culturel, s'affranchir des modèles importés, et donc de l'extérieur

renversé par le coup d'Etat militaire qui inaugure la *década infame*. Au cours des années qui suivent, l'UCR se divise entre les « yrigoyenistes », plutôt partisans d'une confrontation avec le régime oligarchique, et ceux qui adoptent une position légaliste. Le FORJA est née d'un groupe de jeunes yrigoyenistes décidés à prolonger l'action de leur leader, mort en 1933 et controversé du fait de son style « populiste ».

[15] Arturo Jauretche (1901-1074) fut un intellectuel et pamphlétaire argentin, membre de l'UCR et brièvement emprisonné pour son opposition au régime instauré par le coup d'Etat de septembre 1930. Jusqu'à sa mort, il est resté l'une des figures les plus en vue du nationalisme de gauche. Sur la FORJA, cf. aussi C. Buchrucker, *Nacionalismo y peronismo*, Buenos Aires, Editorial Sudamericana, p. 258-276 ; A. Ciria, *Parties and Power in Modern Argentina (1930-1946)*, New-York, Suny Press, 1964, p. 144-147 ; D. Rock, *Authoritarian Argentina*, Berkeley, University of California Press, 1995, p. 122-124.

[16] Reproduit dans A. Jauretche, *op. cit.,* p. 87-88. Voir également, J.J.H. Arregui, *La Formación de la conciencia nacional,* Buenos Aires, Editorial Plus Ultra, 1973, p. 292. Au sujet de la FORJA, Arregui évoque un groupe dont la pensée « ne montrait pas d'influences européennes » mais était « entièrement argentine grâce à son enracinement dans la doctrine de Yrigoyen, et hispano-américaine sous l'influence de Manuel Ugarte et Raúl Haya de la Torre et de l'aprisme péruvien ». Il ajoute également que la FORJA « soutenait la thèse de la révolution argentine en particulier, et hispano-américaine en général, trouvant son assise dans les masses populaires » (p. 290-291).

en tant que source d'aliénation, implique pour les forjistes de mettre au jour la véritable identité du pays. Le peuple, en première ligne dans le combat contre ceux qui veulent étouffer sa volonté, serait donc aussi la seule source légitime de la « réalité nationale ». Dans la pensée politique qu'est le discours de la FORJA, il incarne l'endogène, ce qui doit émerger de l'intérieur une fois que l'extériorité a été repoussée hors des frontières de la Nation. Mais cela signifie aussi que les contours du peuple doivent être redessinés. N'en font pas partie ceux qui sont identifiés comme les promoteurs locaux de l'extériorité, donc comme agents au service de la puissance colonisatrice. Et il s'agit selon nous d'un élément crucial de cette logique de rejet des modèles étrangers : en localisant des « importateurs », qui se trouvent être les membres de l'oligarchie au pouvoir, les forjistes mettent en scène, dans leurs discours, le combat entre le peuple et son adversaire principal, qui n'est pas tant le Royaume-Uni que ceux qui en défendent à la fois les intérêts et les valeurs sur le territoire national. Jauretche, pendant les années 30, utilise d'ailleurs des expressions qui deviennent populaires en Argentine et dans de nombreux pays d'Amérique latine. Il critique les *vendepatrias*, les traîtres à la Nation qui sont aussi désignés comme *cipayos*, c'est-à-dire des mercenaires locaux au service d'un impérialisme étranger. Dès lors, les élites de la *década infame* et les partis qui refusent la lutte anticolonialiste sont expulsés de la Nation légitime.

On le voit, la résistance forjiste à l'extériorité implique une forme de survalorisation de l'endogène au détriment de l'extérieur, aucun modèle transnational n'étant apte à entrer en concurrence avec l'identité nationale dont le peuple serait le détenteur exclusif. Logiquement, cela implique aussi un processus d'« extériorisation » de ceux qui, perçus comme des partisans de l'impérialisme, ne sont plus considérés comme des Argentins légitimes. Du coup, la pensée forjiste a pris plusieurs aspects intéressants. Le premier est le refus de la part de la FORJA de définir à l'avance ce que pourraient être les institutions politiques les plus adaptées à leur projet. Pour éviter de se faire récepteurs de doctrines étrangères et pour ne pas anticiper sur la parole du peuple, ils ont préféré demeurer évasifs à ce sujet. La démocratisation était un but préalable, mais ce n'est qu'après restitution de la souveraineté populaire que serait découverte l'identité de la Nation et le régime qui lui serait le plus adéquat[17]. Mais cela n'a pas empêché les forjistes de se pencher sur l'histoire argentine pour y repérer les éléments constitutifs de la lutte entre la Nation et ses « traîtres » : ils ont rejoint un autre courant du nationalisme, appelé « rosisme » ou « révisionnisme », consistant à réhabiliter la figure de Juan Manuel de Rosas, *caudillo* argentin du 19e siècle, décrit dans l'historiographie dominante comme un barbare et un tyran[18]. Les nationalistes, qui le considéraient plutôt comme un héros anti-impérialiste, ont inversé cette logique. Le « civilisé » n'était plus celui qui intégrait la culture européenne et se faisait le promoteur de la civilisation occi-

[17] « Le gouvernement du peuple sans les institutions vaut mieux que le gouvernement des institutions sans le peuple ». A. Jauretche, dans C. Buchrucker, *op. cit.,* p. 272.

[18] Sur Rosas, cf. D. Quattrocchi-Woisson, *Un nationalisme de déraciné*, Paris, Editions du CNRS, 1992.

dentale, mais bien celui qui avait le soutien du peuple, tandis que le « barbare » devenait l'importateur des doctrines exogènes.

PÉRONISME ET GAUCHE NATIONALE

Les forjistes sont des marginaux dans l'Argentine de la *década infame*, malgré une activité militante intensive. Issus des classes moyennes et du milieu universitaire, ils ont peu de contacts avec les « masses » dans lesquelles ils voient le peuple argentin. De plus, certaines de leurs positions, comme le choix du neutralisme pendant la Seconde Guerre mondiale, leur attirent l'hostilité de l'ensemble des autres forces politiques de l'époque. Leur mélange entre un discours nationaliste et des demandes de justice sociale les fait taxer de fascisme alors même que leur neutralisme vient de la réticence à interpréter la situation internationale au prisme de l'une des idéologies en conflit. En juin 1943, le coup d'Etat militaire qui met un terme à cette phase de l'histoire argentine ouvre une période complexe pendant laquelle le nationalisme de gauche ne triomphe finalement qu'en apparence. Au sein de la junte militaire, dont la ligne politique demeure pragmatique, émerge rapidement le colonel Juan Perón, dont l'ascension s'effectue à partir du Ministère du Travail. Perón met en place une politique visant à s'attirer le soutien des syndicats et, à travers eux, des catégories ouvrières. Grâce à cet appui, il devient une figure centrale de la junte et s'impose finalement à l'issue de l'élection présidentielle de février 1946. Dès lors, il met en place un régime nationaliste basé sur la doctrine justicialiste, qui est un mélange de souverainisme étatique et d'appel au peuple. L'un des éléments clés du discours péroniste est alors l'idée d'une « troisième voie », c'est-à-dire d'une politique située à l'écart du communisme et du capitalisme.

Le régime péroniste n'est pas qu'une simple variante locale du fascisme européen bien que Perón n'ait jamais caché son admiration pour Mussolini. Le soutien que lui apportent les ouvriers est indéniable, et ceux-ci sont les grands bénéficiaires de la politique redistributive qu'il instaure au moment où l'Argentine, à la fin des années 40, connaît une période de forte croissance économique. Du point de vue des forjistes, son arrivée au pouvoir apparaît comme la victoire de leurs propres idées. En effet, Perón leur semble soutenu par le peuple, il rejette les « imitateurs » idéologiques et énonce une doctrine politique supposée être typiquement et exclusivement argentine. Pendant la campagne électorale de 1946, l'ensemble des partis de la *década infame* s'allient contre lui dans l'Union Démocratique (UD), ce qui déclenche une restructuration de l'échiquier partisan autour de l'opposition péronisme / antipéronisme. Ce phénomène paraît conforter les thèses forjistes : un leader ayant l'appui de la Nation se trouve ainsi contesté par tous ceux qui veulent maintenir l'Argentine dans son statut de pays subalterne et révèlent en cela leur lien avec l'extérieur[19]. Pour cette raison, la FORJA décide en 1946 de se

[19] Pour l'historien R. Gillespie, « l'apport des forjistes au péronisme, mis à part le contrepoids démocratique de l'autoritarisme, furent les dénommés «trois étendards du justicialisme», les trois principes unificateurs du mouvement

dissoudre et de s'incorporer au mouvement péroniste. Jauretche devient président de la Banque de la Province de Buenos Aires tandis que Scalabrini Ortiz assiste à la nationalisation du chemin de fer en février 1947. Manuel Ugarte, pour sa part, est brièvement nommé ambassadeur d'Argentine au Mexique. Mais ces quelques rétributions, si elles vont dans le sens d'une convergence effective entre ces nationalistes et le péronisme, ne doivent pas occulter le fait que les forjistes restent à la marge du nouveau régime : ils n'en sont pas la seule source d'inspiration, ni même la principale, et leur posture critique les place très vite en rupture avec l'orthodoxie justicialiste et la disparition du pluralisme dans le pays.

Du point de vue de l'histoire des idées argentines, il faut attendre septembre 1955 et le coup d'Etat qui renverse Perón pour qu'une identification plus forte et persistante s'établisse entre eux et la démarche du leader populiste. Ayant perdu le pouvoir, obligé de donner à son propre mouvement une culture d'opposition qui ne correspond pas au justicialisme, doctrine prête-à-l'emploi pour gouverner et non pour résister, Perón accentue alors les aspects les plus contestataires de son discours et trouve dans le nationalisme de gauche un vocabulaire utile. Les livres qu'il publie au début de son exil, et notamment *La Fuerza es el derecho de las bestias* et *Los vendepatria*, sont clairement marqués par l'interprétation forjiste et rosiste de l'histoire argentine. Le coup d'Etat de 1955 est décrit comme une « réaction parasitaire » et une « trahison du peuple »[20] ayant instauré une dictature. Celle-ci serait « avide de ramener la République à l'époque du colonialisme et de la fraude électorale »[21] et utiliserait pour cela tous les moyens pour écarter le peuple de la participation politique. Sont longuement décrits ceux qui veulent vendre la Nation à l'étranger : « On ne doit pas en vouloir aux colonialistes mais aux natifs qui acceptent de se soumettre pour un salaire qui, comme toutes les trahisons, porte le sceau de l'infamie ».[22] Scalabrini Ortiz est cité, et le style est celui de Jauretche, en même temps que Juan Manuel de Rosas est présenté comme un précurseur : Perón fait siennes les idées de ceux qui, dans les années 50, avaient pourtant été déçus par son régime. Mais dans l'adversité, avec l'objectif commun de donner à Perón l'occasion de revenir au pouvoir, ils entament eux-mêmes une sorte de « péronisation » de leurs idées.

Cela passe par la publication d'un certain nombre d'ouvrages où le rôle de la FORJA est réinterprété, plus de vingt ans plus tard, en fonction des évènements ultérieurs. Est alors écrite une nouvelle histoire de l'Argentine, dont l'acteur principal est l'ensemble

de Perón : la souveraineté politique, l'indépendance économique et la justice sociale ». (R. Gillespie, *Soldados de Perón*, Buenos Aires, Grijalbo, 1998, p. 30).

[20] J. D. Perón, *La Fuerza es el derecho de las bestias* [1956], Obras Completas, Volumen XXI, Buenos Aires, Proyecto Hernandarias, 1985, p. 65.

[21] J. D. Perón, *Los Vendepatria* [1957], Obras Completas, Volumen XXII, Buenos Aires, Proyecto Hernandarias, 1985, p. 211.

[22] *Ibid* ., p. 246.

des forces politiques qui, à chaque époque, ont défendu la Nation face aux tentatives colonialistes. Ainsi, lorsque Jauretche publie *FORJA y la década infame* (1962), il obéit à un double objectif qui est de revaloriser le rôle de son organisation dans la lutte contre le régime oligarchique, et d'en faire une sorte de pré-péronisme. Mais l'auteur qui contribue le plus à cette évolution est Juan José Hernández Arregui (1912-1974). Dans les années 30, il est membre de l'UCR et proche du courant yrigoyeniste. Admirateur de Scalabrini Ortiz, il est en contact avec la FORJA sans toutefois rejoindre l'organisation. Son évolution, pendant cette période, se fait plutôt en direction du marxisme, dont il cherche à établir – un peu à la manière de Ugarte avec le socialisme – la compatibilité avec la défense de la Nation. Nommé professeur à l'université de La Plata au début de la période péroniste, il s'attire peu à peu, malgré ses sympathies pour le nouveau régime, l'hostilité des militants justicialistes qui lui reprochent des prises de distance avec Perón. Après 1955, il publie pourtant une série de livres dans lesquels il interprète le péronisme à l'aune de ce qu'il décrit comme la nécessaire convergence entre conscience de classe et « conscience nationale ». Ce faisant, il popularise la notion de Gauche nationale et baptise ainsi un courant qui acquiert dès lors son homogénéité et entre dans une relation de proximité critique avec le péronisme. Il la décrit ainsi :

> En Argentine s'est développée une tendance, produite par la transformation du pays et par l'évolution et la confrontation des idées, que l'on pourrait qualifier de façon générale de « gauche nationale ». Par Gauche nationale, il faut comprendre au sens large, dans un pays dépendant, la théorie générale appliquée à un cas national concret, analysé à la lumière du marxisme en tant que méthode d'interprétation de la réalité, en tenant compte des particularités de chaque pays.[23]

On retrouve une logique semblable à celle de Manuel Ugarte. Le marxisme est perçu comme une méthode utile à condition qu'elle tienne compte des spécificités nationales. L'un des concepts clés d'Arregui est celui d'« être national », qui est la communauté organisée en Nation, partageant la même histoire et les mêmes représentations et adoptant une attitude révolutionnaire en situation de menace impérialiste, face à des intérêts étrangers[24]. On le voit, il y a chez cet auteur un lien entre résistance à l'extériorité et mise en œuvre d'un processus révolutionnaire : c'est pour se défendre des éléments exogènes qui les menacent que les « masses prolétariennes » se mettent en mouvement et prennent en main la destinée de la Nation dont elles sont le fondement. Et cela se traduit par un rejet semblable à celui que Perón prône dans ses propres livres. Les forces politiques traditionnelles, et notamment la gauche argentine de la *década infame*, sont qualifiées d'étrangères. Arregui dénonce la domination culturelle de l'impérialisme et la façon dont ses admirateurs diffusent des valeurs qui visent à maintenir

[23] J.J.H. Arregui, *op. cit.,* p. 475.

[24] L'être national (*ser nacional*) « en tant que disposition révolutionnaires des masses opprimées, se manifeste comme conscience anti-impérialiste, comme volonté nationale de destin ». (J.J.H. Arregui, *Qué es el ser nacional ?* , [1963] Buenos Aires, Editorial Plus Ultra, 1973, p. 22).

la Nation dans son état de subordination. La présence de l'extériorité sur le sol national s'exprime à travers l'image déformée de l'Argentine que les colonisés finissent par intérioriser, devenant eux-mêmes étrangers à leur propre pays dans leur manière d'être et de penser[25]. Chez Arregui, on trouve une théorie implicite de l'aliénation au sens de « devenir étranger », lorsque le peuple est trompé par des idées qui l'éloignent de son essence[26]. Perón, est alors celui qui a réveillé cet « être national » qui exprime l'authenticité de la Nation. Soutenu par les masses, il incarnerait la résistance aux influences étrangères et donc le degré le plus élevé de conscience révolutionnaire que le peuple a pu atteindre[27].

A partir du début des années 60, à travers les écrits de Jauretche et Arregui, la Gauche nationale tend à se confondre avec le péronisme de gauche. Elle fournit ainsi à Perón un vocabulaire contestataire crédible et inscrit le leader populiste dans une histoire globale de la Nation, dans laquelle Juan Manuel de Rosas et Hipólito Yrigoyen sont des précurseurs[28]. De cette façon se construit une double généalogie, qui se déroule à la fois dans le monde des idées, avec l'ensemble des penseurs de la Gauche nationale, dont Ugarte serait le précurseur, et dans le monde politique, celui de la lutte anticoloniale. Si la filiation intellectuelle n'est pas contestable – puisque les forjistes et Arregui se réclament directement des idées de Manuel Ugarte – on peut toutefois s'interroger sur la convergence établie entre Perón et cette tradition de pensée. On l'a vu, il s'agit en partie d'une convergence tactique. Le péronisme, chassé du pouvoir en 1955, avait besoin de la cohérence doctrinale et de la légitimité que lui offrait son rattachement à la Gauche nationale. Ce fut d'ailleurs, dans une certaine mesure une réussite. La diffusion du péronisme dans les milieux étudiants à la fin des années 60, sur une base révolutionnaire et « castro-péroniste », procède largement de cet effort de convergence entre le discours de type forjiste et le péronisme. C'est parce qu'il a été capable de s'approprier cette tradition après 1955 que Perón a pu, au cours de la Guerre Froide, adapter son discours et se donner l'image d'un leader tiers-mondiste et anti-impérialiste. Finalement, au début des années 70, les guérilleros *Montoneros*, péronistes d'extrême-gauche, favorisent son

[25] J.J.H. Arregui, *Peronismo y Socialismo*, Buenos Aires, Ediciones Hachea, 1972, p. 26.

[26] « Dans un pays colonial, toute lutte pour la libération contient donc en son sein l'émancipation culturelle. C'est pour cela que, pour le peuple, les mots étranger et ennemi sont synonymes et se fondent en un seul sentiment de défense et de rejet ». (*Ibid*, p. 25).

[27] Cf. par exemple N. Galasso, J.J. *Hernández Arregui, del peronismo al socialismo*, Buenos Aires, Ediciones del PN, 1986, p. 109.

[28] Lorsqu'il est au pouvoir, Perón se désintéresse du révisionnisme rosiste. Ses tenants, tout comme les forjistes, ne gagnent pas de réelles rétributions institutionnelles, bien qu'ils évoluent dans un climat politique propice à la diffusion de leurs idées. Après 1955, Perón trouve dans leur réinterprétation de l'histoire argentine un mode de consolidation de son discours contestataire. Cf. D. Quattrocchi-Woisson, *op., cit*., p. 353-358.

retour au pouvoir[29]. Il revient avec le soutien d'une nouvelle génération, qui le confond avec une sorte de Castro argentin, promoteur d'un socialisme de libération nationale.

Mais qu'en est-il objectivement du rapport entre Gauche nationale et péronisme ? Si Perón fut un leader populiste, c'est parce qu'il prétendait être le porte-parole privilégié du peuple argentin et maintenir avec lui un dialogue censé compenser les imperfections du système représentatif. Le soutien indéfectible que lui apportent les ouvriers pendant toutes les années d'exil place les tenants de la Gauche nationale dans une position paradoxale. Alors qu'ils ont conscience des limites du péronisme en tant que mouvement révolutionnaire, des auteurs comme Scalabrini Ortiz, Jauretche ou Arregui se sentent forcés de voir en lui le leader anticolonialiste que les « masses » se sont choisies[30]. Dans leur logique elle-même populiste, cela ne peut signifier qu'une chose : face à l'extériorité et à la menace qu'elle fait planer sur l'indépendance économique et culturelle argentine, l'énonciation identitaire qu'ils guettaient dans les années 30, et dont le peuple était le détenteur exclusif, a finalement eu lieu. Pourtant, comme ils le constatent, le péronisme va bien au-delà de leur propre doctrine. A l'intérieur du mouvement péroniste se sont incorporés des nationalistes bien plus conservateurs et surtout une frange d'extrême-droite qui voit en Perón un fasciste latino-américain. Mais ils ne sont, pour les intellectuels de la Gauche nationale, que des éléments contingents dont le péronisme doit pouvoir s'affranchir pour réaliser son potentiel révolutionnaire. De ce point de vue là, effectivement, on peut constater une convergence avec les péronistes de gauche qui, à l'image de John William Cooke[31], ont confondu un élément tactique du discours péroniste avec ce qui était, selon eux, son essence[32]. A force d'attendre

[29] Nous suivons ici la thèse de Gillespie, pour qui : « La gauche nationale peut être critiquée pour avoir proposé une vision du péronisme qui en exagérait la signification et les promesses radicales […]. A la suite de la défaite de 1955 et du fait que la classe ouvrière est restée fidèle à Perón jusqu'au dernier moment, les écrivains de la Gauche nationale ont maintenu les espérances nationale-révolutionnaires de tous les secteurs du mouvement péroniste […]. Le message politique et intellectuel préconisé par la Gauche nationale quand le péronisme revient au pouvoir en 1973 après dix-huit ans de résistance et d'opposition, a fait espérer à ses jeunes récepteurs l'avènement d'un éclatant processus de développement national et de réformes radicales mis en œuvre par un Perón progressiste, voire même révolutionnaire ». (R. Gillespie, *op. cit.,* p. 37-39).

[30] « Ce dont on doit débattre ici n'est pas la personne de Perón, mais une question d'antagonisme et d'opposition irréductibles de classes. La classe ouvrière se tient aux côtés de Perón. Je suis avec la classe ouvrière. » (J.J. H. Hernández Arregui, « Conférence à la faculté de droit » (1958), dans N. Galasso, *op. cit.,* p. 92).

[31] John William Cooke (1919-1968) fut un militant et théoricien péroniste de gauche. Député dans les années 40, il est désigné en 1955 chef de la résistance et devient le bras droit de Perón pendant quelques années. A partir des années 60, il tente une synthèse théorique entre péronisme et socialisme révolutionnaire, et se rapproche alors du régime cubain et de Che Guevara. Marginalisé à l'intérieur du mouvement péroniste, il tente en vain à plusieurs reprises de convaincre Perón d'adopter une stratégie plus ouvertement révolutionnaire et anticapitaliste. Il fut en contact étroit avec les intellectuels de la Gauche nationale et inspira les *Montoneros.* Cf. J.W. Cooke, *Peronismo y Revolución*, Buenos Aires, Ediciones Papiro, 1971 ; cf. aussi M. Mazzeo (dir), *Cooke, de vuelta*, Buenos Aires, Ediciones la Rosa blindada, 1999.

[32] Loin d'être une réponse à la recherche de l'identité nationale, le péronisme, en tant que populisme, fut une sorte de pragmatisme visant à concilier les extrêmes et à abolir tout conflit interne à la société argentine. Pour cette raison, il accueillit en son sein des courants nationalistes et syndicaux hautement contradictoires qui crurent tous en être

l'expression souveraine du peuple, ils ont fini par accompagner et soutenir celui qui s'en était proclamé le représentant exclusif. En agissant à l'encontre du peuple, ils auraient été placés en situation d'extériorité par rapport à la Nation et exclus de fait de la « destinée » argentine.

l'expression privilégiée. En fait, l'histoire du péronisme est celle d'une oscillation entre des discours qui, en fonction de la conjoncture, sont plus ou moins révolutionnaires et conservateurs.

BIBLIOGRAPHIE

ARREGUI J.J.H., *La Formación de la conciencia nacional* [1958], Buenos Aires, Editorial Plus Ultra, 1973.

------ , *Qué es el ser nacional ?* [1963], Buenos Aires, Editorial Plus Ultra, 1973.

------ , *Peronismo y Socialismo*, Buenos Aires, Ediciones Hachea, 1972.

BUCHRUCKER C., *Nacionalismo y peronismo*, Buenos Aires, Editorial Sudamericana, 1987.

CASEN C., « Système de partis et partis antisystèmes en Bolivie : émergence du MIP et du MAS sur la scène politique bolivienne depuis 2000 », dans *Cahiers des Amériques Latines*, n° 46, 2004, p. 63-72

CIRIA A., *Parties and Power in Modern Argentina (1930-1946)*, New-York, Suny Press, 1964.

COOKE J. W., *Peronismo y Revolución*, Buenos Aires, Ediciones Papiro, 1971.

FREGOSI R., *Altérité et mondialisation. La voie latino-américaine*, Paris, Ellipses, 2006.

GALASSO N., *Manuel Ugarte, Un Argentino Maldito*, Buenos Aires, Ediciones del PN, 1985.

------, *Raúl Scalabrini Ortiz y la Lucha contra la dominación inglesa*, Buenos Aires, Ediciones del PN, 1985.

------, J.J. *Hernández Arregui, del peronismo al socialismo*, Buenos Aires, Ediciones del PN, 1986.

GILLESPIE R., *Soldados de Perón*, Buenos Aires, Grijalbo, 1998.

JAURETCHE A., *FORJA y la década infame*, Buenos Aires, A. Peña Lillo, 1974.

MAZZEO M. (dir), *Cooke, de vuelta*, Buenos Aires, Ediciones la Rosa blindada, 1999.

MCPHERSON A. L., *Anti-Americanism in Latin America and the Caribbean*, Oxford, Berghahn books, 2006.

MILLER N., *In the Shadow of the State. Intellectuals and the Quest for National Identity in Twentieth-century Spanish America*, London, Verso, 1999.

PERÓN J. D., *Los Vendepatria* [1957], Obras Completas, Volumen XXII, Buenos Aires, Proyecto Hernandarias, 1985.

------, *La Fuerza es el derecho de las bestias* [1956], Obras Completas, Volumen XXI, Buenos Aires, Proyecto Hernandarias, 1985.

QUATTROCCHI-WOISSON D., *Un nationalisme de déraciné*, Paris, Editions du CNRS, 1992.

ROCK D., *Authoritarian Argentina*, Berkeley, University of California Press, 1995.

SCALABRINI ORTIZ R., *Historia de los ferrocarriles argentinos*, Buenos Aires, Editorial devenir, 1958.

------, *Política británica en el Rio de la Plata*, Buenos Aires, Editorial Plus Ultra, 1986.

SOMMERER E., « Paroles du président, parole(s) du peuple. Aspects souverainistes et populistes du discours d'Evo Morales », dans D. ROLLAND et J. CHASSIN (dir.), *Pour comprendre la Bolivie d'Evo Morales*, Paris, l'Harmattan, 2007.

UGARTE M., *El Porvenir de la América latina*, Valencia, F. Sempere y Compañía Editores, 1910.

------ , *El Destino de un continente* [1923], Buenos Aires, Ediciones de la Patria Grande, 1962.

------, *La Nación Latinoamericana*, Buenos Aires, Biblioteca Ayacucho, 1978.